

DEL2026-013

N° 26 01 13

AFFAIRES GÉNÉRALES

FINANCES

Orientations budgétaires 2026

. Débat

Rapporteur : Ousmane NDIAYE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 24 JANVIER 2026

Nombre de conseillers en exercice : 29

L'an deux mille vingt-six, le vingt-quatre janvier à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le seize janvier deux mille vingt-six s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto, sous la présidence de Madame Christine MOREL, Maire.

PRÉSENT(E)S : 17

Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, M. José GUTIERREZ, Mme Élise ROGER, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENT(E)S EXCUSÉ(E)S AYANT DONNÉ PROCURATION : 4

M. Dominique BELLENGER à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Hervé TOULLEC à Mme Sylvie BUREL.

ABSENT(E)S EXCUSÉ(E)S SANS PROCURATION : 4

M. Anthony DE VRIES, Mme Yvette ROMERO, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS.

ABSENT(E)S : 4

Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Votants : 21

Secrétaire de séance :

Madame Marjorie BELLENGER

Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Mesdames, Messieurs,

Obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants conformément aux articles L. 1612-26 et suivants du Code Général des Collectivités Locales, le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigureront l'équilibre du budget primitif.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et son décret d'application n° 2016-841 du 24 juin 2016 a modifié les modalités de présentation du Débat des Orientations Budgétaires afin d'accroître la transparence financière.

Il est ainsi spécifié à l'article L. 1612-26 du Code Général des Collectivités Locales que le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat en Conseil Municipal". Cependant, suite à notre passage en M 57, ce délai de 2 mois est désormais porté à 10 semaines avant l'examen du budget.

Pour élaborer notre Budget Primitif 2026 qui sera voté lors de notre séance du 28 février 2026, je vous propose de prendre connaissance du Rapport d'Orientations Budgétaires joint à cette délibération qui reprend l'ensemble des éléments financiers nécessaires à une mise en perspective du débat que nous allons avoir.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal adopte la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L. 1612-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'Orientations Budgétaires,

VU l'avis du Bureau Municipal du 13 janvier 2026,

VU la Commission Municipale d'Études n° 1 "Finances - Administration et services généraux, Informatique et dématérialisation - Personnel - Intercommunalité, SIEHGO - Risques majeurs" consultée le 14 janvier 2026,

**CONSIDÉRANT le rapport relatif au Débat d'Orientations Budgétaires présenté,
PREND ACTE :**

- **de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires 2026.**
- **de l'existence du Rapport d'Orientations Budgétaires 2026 sur la base duquel se tient le Débat d'Orientations Budgétaires.**

*Le Maire certifie avoir communiqué les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués.
Pour extrait certifié conforme
Christine MOREL
Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Conseil Municipal du 24 janvier 2026

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Préambule - Rappel réglementaire

Obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants conformément aux articles L. 2312-1 et suivants du Code Général des Collectivités Locales, le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigureront l'équilibre du budget primitif.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et son décret d'application n° 2016-841 du 24 juin 2016, a modifié les modalités de présentation du débat des orientations budgétaires afin d'accroître la transparence financière.

Il est ainsi spécifié à l'article L.1612-26 du Code général des collectivités locales que le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal. Cependant, suite à notre passage en M 57, ce délai de 2 mois est désormais porté à 10 semaines avant l'examen du budget.

Ce rapport d'orientations budgétaires a pour vocation de présenter aux élus du Conseil Municipal, les grandes tendances structurant le budget de la Ville et d'échanger sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement. Les orientations budgétaires 2026 et les priorités de la Ville sont dans la continuité de la feuille de route du mandat actuel. A l'issue des élections municipales du mois de mars prochain ces orientations pourront être amendées, dans un Budget Supplémentaire, pour tenir compte des orientations de la nouvelle équipe municipale. Ce Budget Supplémentaire reprendra aussi les résultats comptables de 2025.

Cependant, il convient de préciser que ce document a été rédigé au mois de décembre 2025, dans un contexte politique inédit, au moment où les discussions sur le Projet de Loi de Finances 2026 se poursuivent au Parlement. Certaines parties de ce rapport pourraient donc être obsolètes au moment de sa communication aux élus, soit une semaine avant la tenue du Conseil Municipal. Pour tenir compte de ce contexte particulier, des informations complémentaires pourront être communiquées lors ce Conseil.

I - Le contexte général d'élaboration du Budget 2026

1. Le contexte économique¹

L'inflation dans la zone euro poursuit sa décrue régulière. En septembre 2025, elle s'est établie à 2,20 % sur un an, contre 2,00 % en juin 2025. Cette baisse, amorcée depuis plus d'un an, résulte à la fois du reflux des prix de l'énergie, de la normalisation des chaînes

¹ Source : Note de Finance Active sur le projet de Loi de Finances 2026 – novembre 2026
Ville d'Harfleur – Rapport d'Orientations Budgétaires 2026 – Conseil Municipal du 24 janvier 2026

d'approvisionnement et du ralentissement de la demande intérieure. Après deux années de tensions généralisées sur les prix, l'économie européenne retrouve progressivement une trajectoire d'équilibre, même si les disparités entre pays demeurent fortes : ainsi, l'inflation atteignait 2,40 % en Allemagne en septembre et 1,10 % en France selon Eurostat.

La composante énergétique est la principale source de désinflation. La baisse du prix du pétrole, passé de 80 à 66 \$ le baril fin octobre et la normalisation du marché du gaz en Europe (stabilisé autour de 30 € le MWh contre plus de 200 € à l'automne 2022) ont réduit les coûts. De plus, les prix alimentaires, qui avaient contribué à plus de la moitié de l'inflation en 2023, ralentissent nettement (+ 1,4% sur un an). Ainsi, il est prévu une inflation de 1 % en 2025 et de 1,70 % en 2026. Néanmoins, la baisse de l'inflation ne se traduit pas encore pleinement dans le ressenti des ménages.

Le Projet de Loi de Finances 2026 (PLF) s'inscrit dans un contexte de forte contrainte budgétaire et de pressions politiques multiples. Le texte repose sur une hypothèse de croissance modeste, autour de 1 % en 2026, et prévoit un effort budgétaire de près de 12 milliards d'euros d'économies nettes sur la dépense publique. L'objectif est de ramener le déficit public à 5,10 % du PIB en 2026, contre 5,50 % en 2025, avec une stabilisation progressive de la dette autour de 116 % du PIB.

2. Loi de Finances pour 2026

Pour l'heure, la Loi de Finances pour 2026 n'est pas encore votée. Son examen se poursuit et de nombreux amendements sont déposés et discutés et peuvent ainsi amender le texte initial. Néanmoins, ce PLF 2026 prévoit des mesures impactant les collectivités.

• *Le maintien du DILICO*

Afin d'associer les collectivités territoriales au redressement des comptes publics, la Loi de Finances 2025 a prévu la création d'un "Dispositif de lissage conjoncturel" (DILICO) des recettes fiscales versées aux collectivités territoriales.

Le DILICO a concerné en 2025, 1 924 communes, 141 EPCI, 50 Départements, 12 Régions pour un montant de 1 Md€.

Ce dispositif est renforcé et reconduit dans le PLF 2026, qui en double les montants (2 Md€) et en élargit le périmètre.

La Ville d'Harfleur n'a pas été concernée par le DILICO en 2025 et ne devrait pas l'être aussi en 2026. Cependant, il convient d'être vigilant. Nous sommes en effet très proche du seuil d'éligibilité. En fonction de l'évolution de nos indicateurs financiers, nous pourrions devenir contributeur en 2027.

• *Le FCTVA*

Le Projet de Loi de Finances 2026 supprime le FCTVA en fonctionnement qui concernait, depuis 2016, les dépenses relatives à l'entretien des bâtiments publics, de la voirie, des réseaux, et de l'informatique en nuage. C'est, ainsi, une recette de 21 300 € qui disparaît (montant perçu en 2025).

Les dépenses éligibles ne sont alors plus que des dépenses d'investissement pour lesquelles le taux de 16,404 % est pour l'instant maintenu.

• **La baisse des variables d'ajustement**

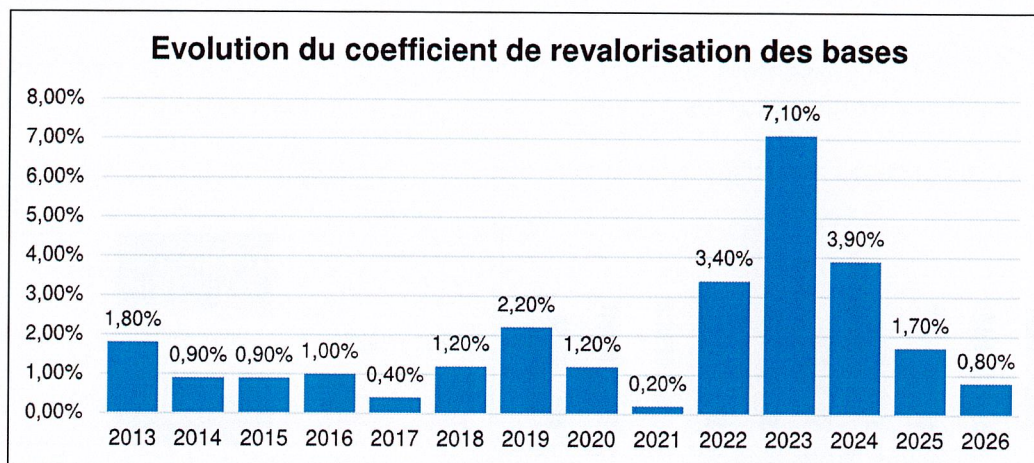
Le PLF pour 2026 fixe le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) mais également les variables d'ajustement qui permettent de financer notamment la Dotation de Compensation de la Réforme de Taxe Professionnelle (DCRTP) ainsi que le Fonds Départemental de Taxe Professionnel (FDPTP). Ces deux fonds ont déjà subi un écrêtement en 2024 et 2025.

En 2026, une nouvelle réduction est prévue :

- 12 % sur le FDPT ce qui se traduit par - 7 400 € (54 700 € en 2026 contre 62 133 € en 2025),
- suppression de la DCRTP soit - 73 332 € (nous avons déjà subi une baisse de recette de 68 441 € entre 2024 et 2025).

• **Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité**

Depuis la Loi de Finances de 2017 et en application de l'article 1518 bis du Code Général des Impôts, la revalorisation forfaitaire des bases est de droit et automatique. Elle correspond à l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constatée de novembre à novembre. À noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales n'est appliquée.



Après le sommet atteint en 2023, le coefficient de revalorisation revient progressivement vers le niveau du régime de croisière, il était de 1,70 % en 2025.

Encore de + 1,10 % en septembre 2025, l'IPCH a reculé en octobre à + 0,80 % et s'établit sur le même niveau sur le mois de novembre 2025 à + 0,80 %. Ainsi, le coefficient qui serait appliqué en 2026 s'élèverait à 1,00786, soit une augmentation des bases de + 0,80 %.

3. Les éléments exogènes

L'élaboration du budget communal 2026 prend en compte un certain nombre d'éléments exogènes :

- les prix d'un certain nombre d'approvisionnements (alimentation, gaz et électricité, transports etc...) demeurant largement au-dessus de leur niveau d'avant la crise sanitaire, malgré le net ralentissement de l'inflation depuis août 2024,

- une TVA à 20 % appliquée désormais sur toute la facture d'électricité (jusqu'au 31 juillet 2025 la TVA était de 5,5 % sur l'abonnement) et un taux de 20 % sur le gaz depuis le 1^{er} août 2025,
- des taux d'intérêts se réorientant depuis plusieurs mois à la baisse, diminuant ainsi les intérêts à payer sur les emprunts à taux variable/révisable,
- des décisions réglementaires qui impactent le chapitre des charges de personnel :
 - hausse de trois points par an des cotisations patronales sur la CNRACL répartie sur les années 2025 à 2028, avec un impact évalué à 35 000 € supplémentaires par an pour la commune soit 140 000 € sur 4 ans,
 - suppression de la prise en charge par l'État des cotisations salariales des apprentis des collectivités.

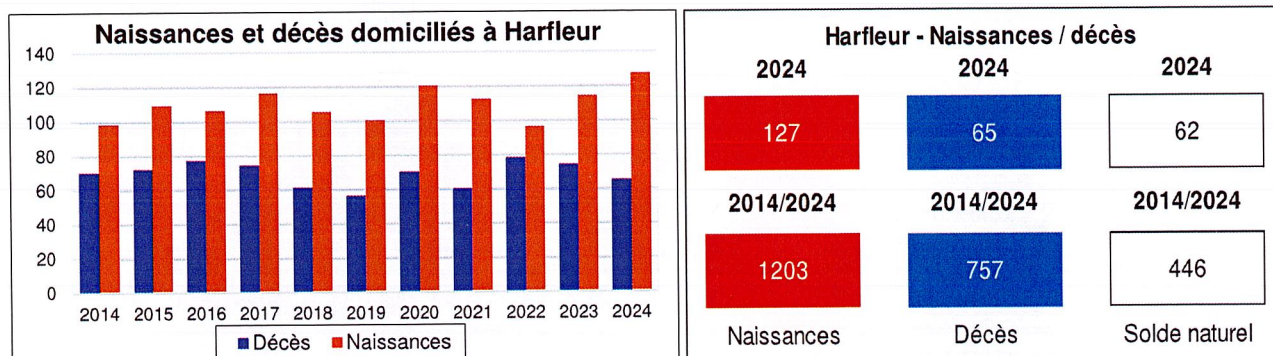
4. Environnement socio-économique de la Ville d'Harfleur

Chiffres Insee de la population d'Harfleur au 1^{er} janvier :

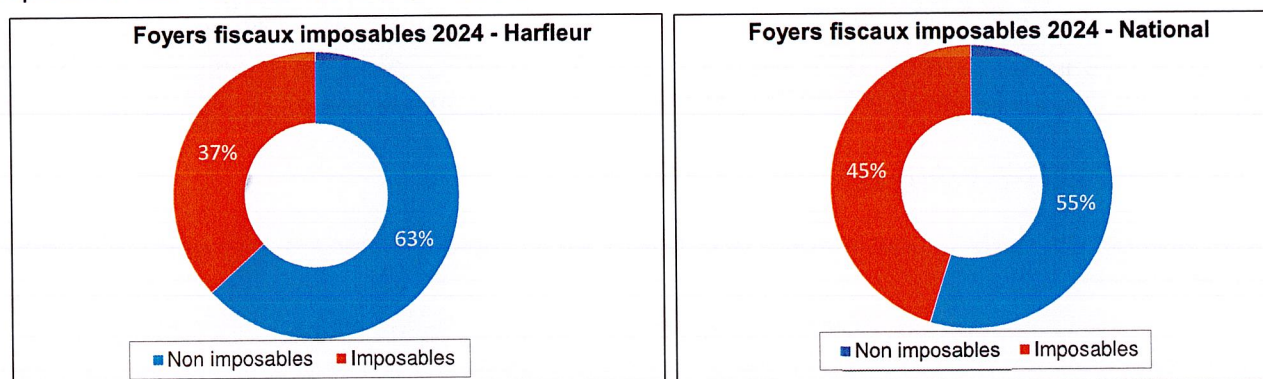
| 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 8 271 | 8 336 | 8 415 | 8 501 | 8 514 | 8 460 | 8 414 | 8 387 | 8 368 | 8 349 | 8 341 |

La population légale au 1^{er} janvier 2026 est de 8 341 soit 8 habitants recensés en moins par rapport à 2025.

Les graphiques ci-après présentent les chiffres officiels source INSEE des naissances et décès et le solde naturel sur Harfleur sur les 10 dernières années connues 2014-2024.

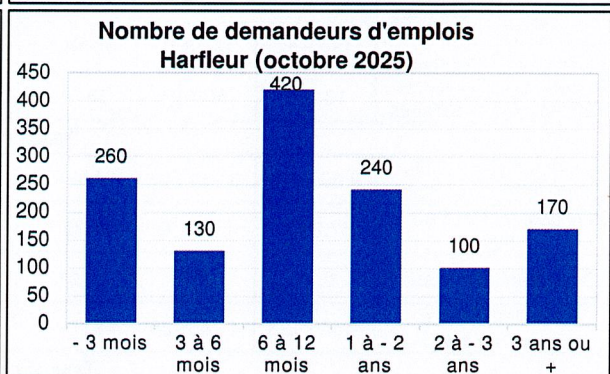
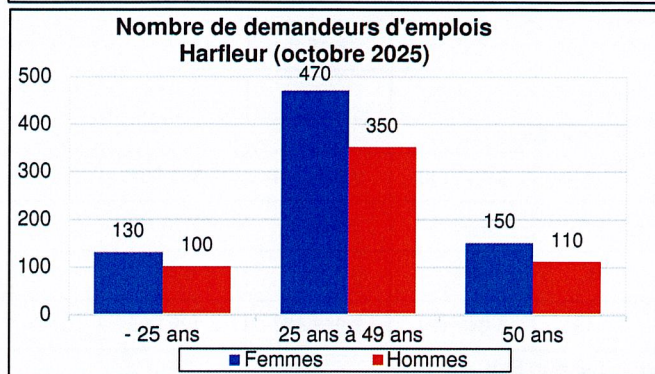
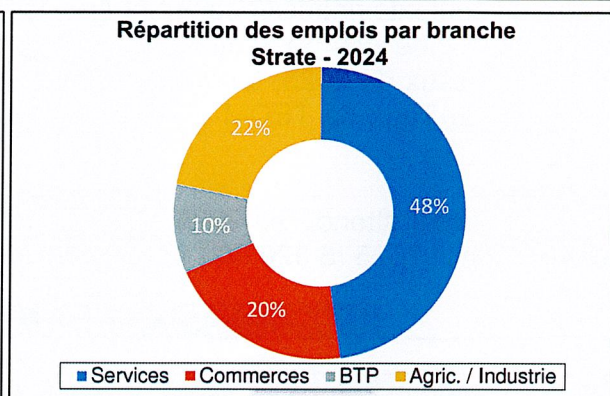
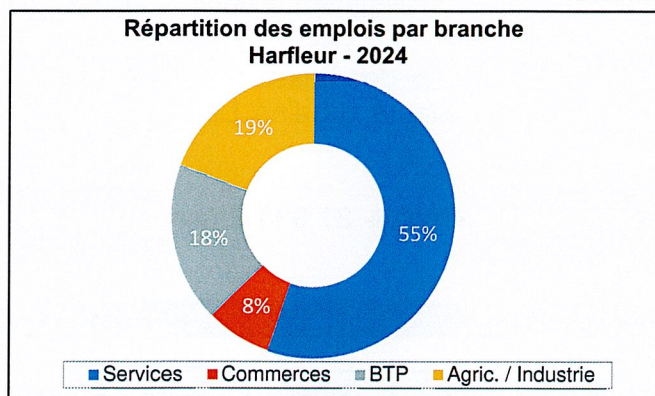


L'ensemble des graphiques ci-dessous donne une vue de la situation socio-économique de la population harfleuraise sur les années 2024 et 2025 selon les derniers chiffres publiés.



| Logements soumis à Taxe d'Habitation - Harfleur | | | | | Nombre de bénéficiaires des APL - Harfleur | | | | |
|---|-----------|-------|-----------|-------|--|-----------|-------|-----------|-------|
| 2022 | Variation | 2023 | Variation | 2024 | 2022 | Variation | 2023 | Variation | 2024 |
| 3 835 | - 0,31 % | 3 823 | 3,11 % | 3 942 | 2 347 | - 0,94 % | 2 325 | - 0,99 % | 2 302 |

| Nombre de logements sociaux - Harfleur | | | | | Part des logements sociaux - Harfleur | | |
|--|-----------|-------|-----------|-------|---------------------------------------|---------|---------|
| 2022 | Variation | 2023 | Variation | 2024 | 2022 | 2023 | 2024 |
| 1 932 | - 0,26 % | 1 927 | 6,80 % | 2 058 | 50,38 % | 50,41 % | 52,21 % |



II – La situation financière de la Ville d'Harfleur

L'analyse des dépenses et des recettes de fonctionnement sur le mandat 2020-2024 permet d'établir que la commune a su faire évoluer ses finances dans la bonne direction, tout en absorbant les différentes crises rencontrées.

| | C.A. 2020 | C.A. 2021 | C.A. 2022 | C.A. 2023 | C.A. 2024 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 10 398 380 | 10 548 588 | 11 306 704 | 11 207 461 | 11 320 650 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 9 104 281 | 9 523 911 | 9 935 522 | 10 035 218 | 10 026 892 |
| Épargne brute | 1 133 571 | 1 024 677 | 1 004 682 | 1 169 923 | 1 251 758 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 11,07 % | 9,71 % | 9,18 % | 10,44 % | 11,10 % |
| Épargne nette | 612 936 | 528 969 | 469 285 | 603 561 | 624 179 |

Ainsi, malgré un contexte inflationniste et grâce à nos efforts de gestion, l'année 2024 s'est terminée avec une amélioration de nos épargnes. L'épargne brute a ainsi atteint 1 251 758 € en 2024. Notre taux d'épargne brut² s'est aussi amélioré, passant de 10,44 % en 2023 à 11,10 % en 2024. Sur 2025, et aussi en 2026, les mesures de la Loi de Finances auront très probablement des impacts négatifs sur l'épargne brute de notre commune.

III – Les orientations budgétaires de 2026

1. Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement devraient se situer aux alentours de 12 600 000 € soit un montant en augmentation de 1,24 % par rapport au Budget Primitif 2025 (12 445 669 €). Elles sont réparties en 5 grandes catégories de ressources.

² Taux d'épargne brut : Epargne brut rapportée aux Recettes Réelles de Fonctionnement
Ville d'Harfleur – Rapport d'Orientations Budgétaires 2026 – Conseil Municipal du 24 janvier 2026

• **La fiscalité directe**

Malgré un contexte financier contraint en raison, entre autres, de l'inflation, il vous est proposé dans le cadre de nos orientations 2026, de maintenir les taux des Taxes locales au même niveau que ceux de 2025, tenant compte de l'évolution estimées des bases de 0,80 % et de l'évolution du Taux de TEOM votée au niveau de la Communauté Urbaine Le Havre Seine métropole.

Le produit fiscal attendu en 2026 serait donc de 5 091 930 € soit + 21 930 € par rapport au Budget Primitif 2025 (5 070 000 €). Il se décompose ainsi :

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 estimé | 2026 estimé | 2027 estimé | 2028 estimé | 2029 estimé |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Taxe d'Habitation | | | | | | | | |
| Base nette imposable TH Résidences Secondaires | 80 689 | 348 978 | 483 386 | 67 644 | 68 185 | 68 731 | 69 280 | 69 835 |
| Taux TH sur les Résidences Secondaires | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % | 16,18 % |
| Produit de la TH sur les Résidences Secondaires | 13 055 | 56 465 | 78 212 | 10 945 | 11 032 | 11 121 | 11 210 | 11 299 |
| Taxe sur le Foncier Bâti | | | | | | | | |
| Base nette imposable taxe foncière sur le bâti | 8 539 612 | 9 153 740 | 9 484 984 | 9 659 870 | 9 737 149 | 9 815 046 | 9 893 567 | 9 972 715 |
| Taux taxe foncière sur le bâti | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % | 57,26 % |
| Coefficient correcteur | 0,91 | 0,91 | 0,91 | 0,91 | 0,91 | 0,91 | 0,91 | 0,91 |
| Produit de la taxe foncière sur le bâti | 4 428 123 | 4 745 725 | 4 917 455 | 5 008 131 | 5 048 194 | 5 088 578 | 5 129 285 | 5 170 317 |
| Taxe sur le Foncier non Bâti | | | | | | | | |
| Base nette imposable taxe foncière sur non bâti | 15 884 | 17 417 | 16 688 | 16 223 | 16 353 | 16 484 | 16 615 | 16 748 |
| Taux taxe foncière sur le non bâti | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % | 56,53 % |
| Produit de la taxe foncière sur le non bâti | 8 979 | 9 846 | 9 434 | 9 171 | 9 244 | 9 318 | 9 393 | 9 468 |
| Produit des taxes directes | 4 450 158 | 4 812 035 | 5 005 100 | 5 028 247 | 5 068 471 | 5 109 017 | 5 149 887 | 5 191 084 |
| Surtaxe sur les logements vacants | 15 422 | 21 458 | 32 883 | 23 271 | 23 457 | 23 645 | 23 834 | 24 025 |
| Produit des contributions directes | 4 511 805 | 4 857 624 | 5 020 404 | 5 059 812 | 5 091 928 | 5 132 662 | 5 173 721 | 5 215 109 |

• **Les dotations et participations**

Les dotations et participations comprennent la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), la Dotation de Solidarité Rurale (DSR), la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la Dotation de Compensation de Taxe Professionnelle (DCRTP), les compensations d'État sur les exonérations fiscales ainsi que les subventions perçues.

Malgré l'augmentation prévue de la DSU et de la DSR, ce chapitre devrait connaître un moindre dynamisme sur 2026 pour plusieurs raisons :

- le contexte économique et la recherche d'économies par l'État pourraient impacter la Dotation Globale de Fonctionnement,
- la DCRTP est supprimée pour notre commune,
- la suppression des dépenses de fonctionnement dans l'assiette d'éligibilité du FCTVA (montant perçu en 2025 : 21 332 €),

- les allocations compensatrices sur la Taxe Foncière au titre des établissements industriels, versées par l'État depuis la réforme de la fiscalité en 2021, devraient être réduites par la Loi de Finances à venir.

Au regard de l'incertitude sur la capacité de l'État à disposer d'une Loi de Finances avant la fin de l'année, le chapitre des dotations et participations est ainsi estimé de manière prudente au stade du ROB. Il est évalué pour le moment à environ 2 480 000 € (contre 2 494 000 € au B.P. 2025), étant considéré que le réalisé de ce chapitre pour 2025 s'établirait plutôt à 2 510 000 €.

- ***Produits provenant de la Communauté Urbaine***

Pour 2026, la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole a prévu une stabilisation de la Dotation de Solidarité Communautaire à la hauteur de 2024, soit 1 533 640 €. Par ailleurs, en raison de la mise en place du régime harmonisé de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et du lissage des écarts de taux sur 4 ans décidé par la Communauté Urbaine, les attributions de compensation afférentes à la compétence de gestion des déchets sont modifiées. Ainsi en 2026, Harfleur percevra une attribution de compensation positive à hauteur de 288 995 € (133 167 € en 2025).

- ***Produits de la fiscalité indirecte***

Les principales recettes de fiscalité indirecte dont le montant varie en fonction du contexte économique et du nombre de redevables sont les suivantes :

- Taxe additionnelle aux droits de mutation, taxe publicité foncière : 165 000 € (150 000 € inscrit au B.P. 2025),
- Accise sur l'électricité : 146 500 € (idem au B.P. 2025),
- Taxes locales sur la publicité extérieure : 63 000 € (78 000 € au B.P. 2025).

- ***Les autres recettes***

Ces recettes regroupent principalement les produits des services à la population ainsi que les redevances perçues au titre de l'occupation du domaine public, les atténuations de charges, les produits de gestion courante....

Elles devraient s'élever à environ 1 440 000 €, soit une hausse de 8 % par rapport au B.P. 2025.

Par ailleurs, il a été décidé d'augmenter les tarifs des services à la population de 1,20 % soit l'inflation constatée sur 1 an.

2. Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement 2026 pourraient approcher les 11 400 000 € en fonction des hypothèses retenues soit une augmentation de près de 1,80 % par rapport au B.P. 2025 (11 199 905 €).

- ***Les dépenses de personnel***

Pour rappel, le Budget Primitif 2025 du personnel avait été évalué à 6 850 000 €. Pour 2026, nous prévoyons des dépenses de personnel à hauteur de 7 077 500 € soit une évolution de 3,32 % (+ 227 500 €).

Les charges de personnel augmentent de manière marquée, sous l'effet de l'inflation (+ 1,20 % soit + 82 200 €) et des mesures nationales sur les cotisations retraite et l'évolution du SMIC (+ 60 000 € par an).

Par ailleurs, cette évolution est aussi la conséquence de l'évolution naturelle de la carrière des agents (+ 30 000 €) et de l'organisation d'événements exceptionnels telle que les 40 ans de la Fête de la Scie et les élections de 2026 (+ 55 000 €).

- ***Les charges à caractère général***

Les charges à caractère général représentent les dépenses relatives à l'entretien des terrains, des biens meubles et immeubles, des réparations, des locations, des fluides, carburants, alimentation, assurances, impôts et prestations de services nécessaires au bon fonctionnement du service public.

Les charges à caractère général devraient évoluer à la baisse. Cette évolution s'explique par le choix de la commune de contenir les budgets de fonctionnement des services municipaux et par l'adoption de notre plan de sobriété énergétique. Des mesures sont déjà adoptées concernant les dépenses énergétiques et la rénovation des bâtiments publics. Cet effort doit compenser la hausse du prix de l'énergie et les effets de l'inflation.

Cette évolution est aussi le fruit d'un travail d'optimisation des ressources de la part des services afin de maintenir les services rendus à la population malgré l'inflation qui se répercute sur les prix à la consommation.

Une inscription budgétaire à hauteur de 3 309 000 € est prévue pour ce chapitre, représentant une diminution de plus de 2 % par rapport au B.P. 2025.

- ***Les participations obligatoires et subvention versées par la Ville***

La Ville souhaite maintenir son soutien aux associations harfleuraises tant par ses subventions que par la mise à disposition de salles, équipements et moyens matériels pour lesquels elle a subi de fortes augmentations qu'elle ne répercute pas sur les associations.

3. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement prévisionnelles devraient se situer autour de 3,2 M€ (hors opérations d'ordre), soit + 6,8 % par rapport au B.P. 2025, dont des dépenses d'équipement pour plus de 1 M€.

- ***Les dépenses d'équipement***

Au regard des éléments des contextes résumés ci-dessus et des éléments financiers présentés, nous vous proposons d'orienter les investissements du Budget 2026 autour de 3 grandes orientations qui prolongent et renforcent les efforts des années précédentes en inscrivant chaque projet en transversalité de ces axes. Il s'agit de :

- Une Ville humaine :
 - Travaux d'accessibilité et de sécurité : environ 20 000 €,
 - Crédits petits investissements déconcentrés des écoles : près de 15 000 €,
 - Services municipaux : environ 100 000 € dont matériels informatiques et solutions d'impression (80 000 €),

- Réalisation d'œuvres d'art dans le cadre de la Politique de la Ville : près de 20 000 €.
- L'émergence d'une Ville durable :
 - Rénovation énergétique - Transition Led bâtiments et remplacements des menuiseries : près de 60 000 €,
 - Renouvellement de la flotte de véhicules : environ 73 000 €.
- La valorisation de la Ville :
 - Gestion patrimoniale (travaux de réfection de toiture et de charpente, de rénovation dans les écoles, de l'Eglise Saint Martin...) : environ 184 000 €,
 - Valorisation de la Porte de Rouen : 220 000 €,
 - Aménagements et pacification des espaces publics : aménagement de la Plaine du Moulin (300 000 €) et 40 000 € pour la reprise de concessions dans les cimetières harfleurais.

Sont aussi prévus en dépenses d'investissement les crédits suivants :

- Plan de gestion immobilière – Frais d'actes de cessions en cours : 2 000 €.
- Prise de participation Agence France Locale - La banque des collectivités : 26 700 € (dernière année de paiement de la participation répartie sur 3 exercices).

• **Le remboursement de la dette**

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 estimé | 2027 estimé | 2028 estimé | 2029 estimé |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Capital en € | 520 635 | 495 708 | 535 397 | 566 362 | 627 579 | 722 257 | 802 000 | 810 546 | 819 197 | 823 666 |
| Évolution n-1 | -0,19 % | -4,79% | 8,01% | 5,78% | 10,81% | 15,13% | 10,90% | 1,16% | 1,07% | 0,55 % |

Le remboursement en capital de la dette s'établit en 2025 à 722 257 €. En 2026, le remboursement en capital s'établira à 802 000 €, soit une hausse de 79 743 € (+ 11,04 %).

• **Les subventions d'équipement versées**

Ce chapitre comprend l'attribution de compensation d'investissement due à la Communauté Urbaine (144 114 €) au titre du transfert des voiries et éclairages publics communaux ainsi que les subventions versées à des tiers (aides à l'enseigne, aides aux ravalements de façades) pour 19 000 €.

4. Le financement des investissements

Le financement des investissements se fait via quatre recettes principales :

• **Les dotations et fonds divers**

Depuis 2016, le taux du FCTVA n'a pas évolué. Il est fixé à 16,404 %. Par soucis de prévoyance, nous avons estimé notre FCTVA 2026 (TVA payée sur les investissements de 2025) à 125 000 € en prenant ce taux comme référence.

La Taxe d'aménagement est estimée à 5 000 € en 2026.

• **Les subventions et participations perçues par la ville**

Les demandes de subventions faites auprès de différentes collectivités étant en cours d'instruction, nous ne pouvons inscrire que les subventions dont nous avons la certitude

d'attribution. Ainsi, nous pouvons d'ores et déjà inscrire, 31 300 € de DETR pour la rénovation énergétique et la mise en accessibilité des bâtiments scolaires et 397 000 € de fonds de concours de la Communauté Urbaine.

En cours d'année, en fonction des investissements inscrits et des recettes obtenues, ces crédits seront donc complétés.

Les financeurs sollicités sont notamment l'État (DSIL, DETR), la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole (au titre du fonds de concours investissement et investissement sport), le SIEHGO, la Région ainsi que le Département de Seine-Maritime.

• **Les cessions immobilières**

En fonction de l'avancement des dossiers, une somme de 450 000 € sera inscrite au B.P. 2026 concernant plusieurs ventes foncières.

À noter que d'autres dossiers de cessions immobilières sont en cours dans le cadre de notre plan de sobriété immobilière et seront constatées en 2026 ou inscrites aux B.P. 2027 et suivants.

• **Emprunt**

Il n'est pas prévu de recourir à l'emprunt en 2026. En conséquence, notre besoin de financement 2026 est le suivant :

| Emprunt nouveau (a) | Remboursement en capital (b) | Besoin de financement total (c) = (a) - (b) |
|------------------------|---------------------------------|--|
| 0,00 € | 802 000 € | - 802 000 € |

Ce besoin de financement est couvert par notre autofinancement.

IV - **L'analyse de la dette**

1. **Le niveau de l'endettement**

Au 31 décembre 2025, le taux moyen de notre dette est estimé à 1,48 % pour une durée de vie résiduelle de 10 ans. La durée de vie moyenne des emprunts sera de 5 ans et 4 mois.

Synthèse dette Harfleur 2020 / 2025

| | Capital restant dû (CRD) | Taux moyen | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne | Nombre de lignes d'emprunts |
|------------------|-----------------------------|------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| 31 décembre 2020 | 9 353 827 € | 3,06 % | 11 ans et 1 mois | 6 ans 11 mois | 9 |
| 31 décembre 2021 | 10 018 119 € | 1,28 % | 13 ans et 7 mois | 7 ans et 6 mois | 9 |
| 31 décembre 2022 | 9 482 722 € | 1,44 % | 12 ans et 7 mois | 6 ans et 11 mois | 7 |
| 31 décembre 2023 | 8 916 360 € | 1,66 % | 11 ans et 8 mois | 6 ans et 4 mois | 7 |
| 31 décembre 2024 | 8 738 781 € | 1,62 % | 10 ans et 11 mois | 5 ans et 10 mois | 9 |
| 31 décembre 2025 | 8 016 524 € | 1,48 % | 10 ans | 5 ans et 4 mois | 9 |

2. **Structure de la dette**

Au 31 décembre 2025, la structure de la dette est constituée à 90,87 % d'emprunts en taux fixe et à 9,13 % de prêts en taux variable.

| Type | Encours | % | Taux moyen |
|-----------------|---------------------|----------------|--------------|
| Fixe | 7 284 621,66 | 90,87% | 1,40% |
| Variable | 661 590,00 | 8,25% | 2,06% |
| Livret A | 70 312,50 | 0,88% | 3,78% |
| Ensemble | 8 016 524,16 | 100,00% | 1,48% |

La dette de la commune se répartit principalement autour de la SFIL CAFFIL (banque des collectivités issue de l'après DEXIA), et de la CACIB :

| Prêteur | Capital restant dû | % CRD |
|------------------------------|-----------------------|-----------------|
| SFIL CAFFIL | 5 474 221,63 € | 68,29% |
| CACIB ex BFT Crédit Agricole | 1 118 118,00 € | 13,95% |
| Crédit Foncier de France | 541 616,78 € | 6,76% |
| Agence France Locale | 415 000,00 € | 5,18% |
| Caisse Dépôts Consignations | 206 453,98 € | 2,58% |
| Autres prêteurs | 261 113,77 € | 3,26% |
| Ensemble | 8 016 524,16 € | 100,00 % |

À noter également que tous les emprunts sont des produits classés en A1 selon la charte Gissler (classement le plus sécurisé en termes de typologie d'emprunts et d'indices) puisque composé uniquement d'emprunts à taux fixe simple ou d'emprunts à taux variable simple à partir d'indices de la zone euro.

• **Encours de la dette**

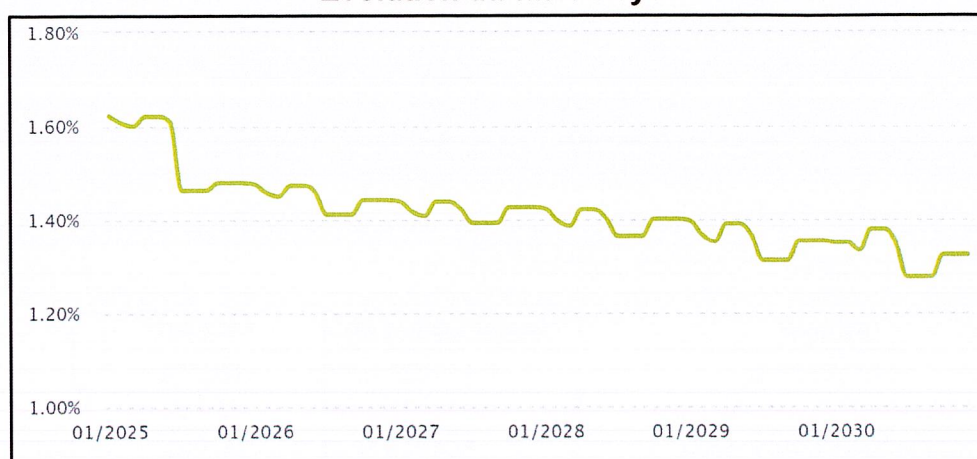
Avec les remboursements effectués en 2025, notre encours (capital restant dû) est passé de 8 738 781 € au 31 décembre 2024 à 8 016 524 € au 31 décembre 2025, soit une baisse de 8,26 %. À fin 2026, notre encours devrait être à 7 215 297 €.

| | Encours de dette au 31/12 | Évolution n-1 | Emprunts nouveaux |
|------|---------------------------|---------------|-------------------|
| 2020 | 9 353 827 | -5,27 % | 0 |
| 2021 | 10 018 119 | 7,1 % | 0 |
| 2022 | 9 482 722 | -5,34 % | 0 |
| 2023 | 8 916 360 | -5,97 % | 0 |
| 2024 | 8 738 781 | -1,99 % | 450 000 |
| 2025 | 8 016 524 | -8,26 % | 0 |
| 2026 | 7 215 297 | -9,99 % | 0 |
| 2027 | 6 404 751 | -11,23 % | 0 |
| 2028 | 5 585 554 | -12,79 % | 0 |
| 2029 | 4 761 888 | -14,75 % | 0 |

• **Évolution de l'annuité de la dette**

Au niveau des taux d'intérêts, ces derniers ne baissent plus ou presque plus. Les perspectives d'évolution des taux sur les 5 prochaines années montrent une prévision de stabilisation sur l'année 2026 et ensuite une baisse de ceux-ci mais pour atteindre un niveau supérieur à ceux de 2022.

Évolution du taux moyen



La prévision des frais financiers de 2026 a été faite sur la base des informations à la fin octobre 2025). L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile donc comme suit :

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 estimé | 2027 estimé | 2028 estimé | 2029 estimé |
|---------------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Annuités | 823 046 | 814 593 | 668 760 | 702 827 | 775 111 | 862 260 | 927 000 | 913 129 | 909 434 | 900 565 |
| Évolution n-1 | -1,82 % | -1,03 % | -17,90 % | 5,09 % | 10,28 % | 11,22 % | 7,53 % | -1,50 % | -0,40 % | -0,98 % |
| Capital en € | 520 635 | 495 708 | 535 397 | 566 362 | 627 579 | 722 257 | 802 000 | 810 546 | 819 197 | 823 666 |
| Intérêts en € | 302 412 | 318 885 | 133 363 | 136 466 | 147 532 | 140 003 | 125 000 | 102 583 | 90 237 | 76 899 |

Notre annuité évolue conformément aux prévisions. Ainsi en 2025, l'annuité de notre dette a progressé de 87 149 €, soit + 11,24 %. En 2026, cette évolution devrait être de + 7,51 % soit + 64 740 €. Pour les prochaines années, l'annuité devrait se réduire.

• Capacité de désendettement

La capacité de désendettement se calcule en divisant la dette au 31 décembre par l'épargne brute de l'année. L'État estime que le niveau maximum du ratio de désendettement des collectivités doit se situer entre 11 et 13 ans.

Notre capacité de désendettement était de 7 ans en 2024. Pour 2026, compte tenu de notre niveau d'investissement et de l'évolution de notre dette, nous prévoyons une évolution de ce ratio mais en restant toutefois en deçà des 12 ans.